



20 mars 2009

ENCORE PLUS FORTS **POUR GAGNER**

L'ALTERNATIVE POLITIQUE TOUT DE SUITE

**Guadeloupe/
Métropole :**

Même combat !

En Guadeloupe puis en Martinique, la victoire est indiscutablement celle des travailleurs : 200 euros pour tous les salaires jusqu'à 1900 euros brut, des hausses modulées ensuite, le gel des loyers, la baisse des prix des produits de première nécessité...

On se souvient qu'il avait fallu plus de 30 ans pour que les salariés des DOM obtiennent dans les années 90, seulement, que le SMIC local rattrape le SMIC national. Maintenant, c'est eux qui ouvrent la voie d'avancées sociales aux salariés métropolitains.

Le mouvement antillais a fait plier le gouvernement et le Medef par son organisation et sa continuité. Cette expérience est un enseignement pour toutes nos luttes.

Aujourd'hui, gagnons en métropole sur les salaires, les prix, contre les profits ! C'est aussi la condition pour faire sauter les limites des concessions du gouvernement dans les DOM (financement des mesures seulement pour trois ans, nouvelles aides publiques aux entreprises).

Elever le SMIC à 1500 euros net représente 7 milliards d'euros. Moins que les dividendes accordés aux actionnaires par la seule entreprise Total.

Les 200 euros net gagnés aux Antilles représenteraient deux fois moins pour tous que les 70 milliards d'euros de profits des seules entreprises du CAC 40. Sans compter les retombées bénéfiques pour la Sécurité sociale. Et pour l'économie tout entière !

Le 19 mars, 3.000.000 de salariés ont fait grève et sont descendus dans les rues.

C'est une mobilisation d'une plus grande ampleur encore qu'en novembre-décembre 1995 quand le Plan Juppé a été mis en échec. La participation du secteur privé a été la plus forte depuis des années. La popularité du mouvement montre qu'il dispose d'importantes réserves.

Les manifestants ont pointé la politique du gouvernement parce qu'elle continue de creuser la crise, de diriger l'argent vers la finance, vers le capital aux dépens des salaires, des retraites, des services publics, de la réponse aux besoins.

Ils ont mis en accusation le Medef qui utilise la crise pour accélérer ses « restructurations ».

Depuis des mois, les luttes se développent parmi toutes les catégories, salariés, jeunes, retraités. Le mouvement des universitaires et des étudiants commence à ouvrir une brèche. Celui des agents hospitaliers s'étend. Dans le privé, même si les media n'en parlent pas, de multiples luttes grandissent : Caterpillar, Plastic Omnium, Goodyear...

Au lendemain du 19 mars, on peut affirmer que le rapport de force existe pour faire plier le gouvernement sur ses contre-réformes, pour gagner des mesures structurelles face au capitalisme en crise.

C'est une nécessité devant l'approfondissement de la crise. Le nombre de chômeurs s'accroît très rapidement, + 90.000 pour le seul mois de février. La majorité des ménages commence à rencontrer de nouvelles difficultés de solvabilité qui vont alimenter le cercle vicieux de la récession.

Sarkozy et le gouvernement tentent de continuer comme si de rien n'était.

Ils se précipitent pour faire passer le maximum de leurs contre-réformes (lois Bachelot, Boutin...). Salaires, emploi: Sarkozy avait envoyé une fin de non-recevoir aux revendications du 29 janvier. Au contraire, de nouveaux cadeaux sont accordés aux licenciés et aux délocalisateurs, sans aucune contrepartie, dont le projet de suppression de la taxe professionnelle, suivant la logique mortifère du « dumping social ».

Cette fois, le président n'a plus osé paraître **laissant Fillon faire à la télévision celui qui ne comprend rien au mouvement.** Il a été lamentable quand il a prétendu qu'il ne peut plus se permettre de creuser le déficit budgétaire. Ce n'est même pas cela qu'on lui demande. On lui demande de rendre les milliards détournés vers la finance comme les 6 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales sur les heures supplémentaires ou les 30 milliards déjà accordés aux banques pour renflouer leurs placements douteux...

Ce qui fait trembler Sarkozy, c'est de la convergence des luttes sur des revendications précises, immédiates et rassembleuses.

Elle se fait d'autant plus facilement que les revendications sont toutes d'intérêt général, qu'elles portent l'intérêt du pays, se rejoignent toutes.

La loi Bachelot contre l'hôpital public suit le même modèle que la loi LRU contre l'université. Les batailles pour leur retrait sont du même enjeu national. La lutte contre la privatisation de la Poste renvoie directement au rejet de la dérive financière spéculative des banques privatisées. La bataille pour l'emploi, pour empêcher les licenciements, celles contre le

Banques : la bombe à retardement

Le 5 février, il a menti en prétendant que ces sommes étaient seulement prêtées.

3 milliards sont déjà partis en fumée dans Dexia, 5 milliards sont consacrés à la fusion des Banques populaires et des Caisses d'épargne.

Pour le reste, les autres banques rembourseront-elles ? Rien n'est moins sûr ! BNP-Paribas et la Société générale « empruntent » à l'Etat au moment même où elles engrangent 5 milliards de bénéfices pour 2008 (dont 2 donnés en dividendes aux actionnaires). Bizarre ! Scandaleux !

Il est inacceptable que l'argent public aille combler le puits sans fond de la finance. Les banques doivent être nationalisées, après identification de tous leurs actifs douteux.

Il est inadmissible que soit poursuivie la privatisation de la Banque postale, la seule qui a échappé, grâce à son statut public, aux pertes financières.

démantèlement de l'appareil productif, de la fonction publique, celles pour les salaires et le pouvoir d'achat unissent tous les salariés.

L'ampleur de la contestation dans les entreprises a contraint toutes les confédérations syndicales, même celles qui ont accompagné les contre-réformes depuis 1995, à appeler aux journées nationales d'action. Le niveau de rejet des choix du Medef crée les conditions d'un mouvement solide, continu et déterminé.

De bonne guerre, le pouvoir joue la montre.

Le pouvoir fait et fera tout pour empêcher les salariés de battre le fer quand il est chaud, pour faire traîner des « négociations sur rien » jusqu'aux débuts de la campagne des élections européennes, pour multiplier les diversions.

Ni la perspective d'une nouvelle alternance en 2012, ni les combinaisons politiciennes pour les élections européennes ne représentent la réponse politique au mouvement de fond.

Le pouvoir sait qu'il n'a rien à craindre du côté de l'UE. Le résultat des élections ne le fera pas changer sa politique. Ce n'est pas dans le cadre des institutions et de l'intégration européennes, instrument des gouvernements successifs pour faire passer leur politique antisociale depuis 25 ans, qu'on peut imaginer une alternative politique en France. L'approche des élections est déjà utilisée pour effacer les responsabilités déterminantes des gouvernements nationaux et la place centrale de l'action des peuples dans chaque pays.

La politique que contestent et combattent les salariés ne doit pas être réduite non plus à un seul homme,

fût-il l'omniprésent et provocateur Sarkozy. Cette personnification à outrance invite à subir d'ici 2012 et à attendre l'élection présidentielle pour une nouvelle alternance et un hypothétique changement de politique.

La « gauche » est en train de se repositionner dans cette perspective. Le soutien du PS aux manifestations est bienvenu mais ne peut faire oublier son soutien au Traité de Lisbonne, au plan de renflouement des banques, à la régionalisation de la santé, à « l'autonomie » des universités...

Les travailleurs guadeloupéens viennent de montrer comment on peut gagner. D'ailleurs Sarkozy, si friand de déplacements, s'est bien gardé d'aller là bas.

C'est dans les luttes, ici et maintenant, que réside l'alternative politique dont le peuple, l'économie et l'avenir du pays ont besoin tout de suite.

Avec la crise, le capitalisme dévoile plus nettement encore ses limites.

Militants communistes dans les entreprises et les quartiers du 15^{ème}, nous plaçons toute notre action et nos propositions de rupture dans la perspective politique immédiate que portent les luttes : mettre en échec le pouvoir et imposer d'autres choix politiques tout de suite.

Le 19 mars constitue un formidable encouragement.

Adhérez au PCF! Organisez votre colère! Faites le choix de la lutte!

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.com/>